Pioneer Trust

Beaucoup de gens se posent des questions du genre: Y aurait-il une certaine partialité dans la réaction du gouvernement à l'égard des compagnies fiduciaires en difficulté? Que répondre à cela, sinon qu'il semble au moins en apparence y avoir une certaine forme de discrimination et de subjectivité dans le traitement dont jouissent les compagnies fiduciaires des diverses régions du Canada. Songez à l'homme ou à la femme qui vend sa ferme et qui voit toutes sortes de formulaires exigeant un certificat garanti à versements invariables, peut-être de la compagnie Pioneer Trust. Cette société était approuvée par la Société d'assurance-dépôts du Canada. Il n'y a rien d'étonnant à ce que les agriculteurs aient cru que leur argent était suffisamment protégé et que leurs investissements étaient garantis; ils les avaient confiés en fiducie, avec la garantie de la Société d'assurance-dépôts du Canada. Les gens font confiance aux financiers qui prennent ces dispositions mais le problème, c'est que celles-ci ne valent rien. Voilà les remarques que nous voulons faire au sujet de ce projet de loi à l'étape de la deuxième lecture. Nous ne protégeons pas les déposants du pays. Ils ne reçoivent pas la protection à laquelle ils s'attendent et pour laquelle ils payent, en réalité, par le biais de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

• (1240)

S'il y a un message à transmettre aujourd'hui, ce doit être qu'il faut faire preuve d'équité en ce qui concerne les «opérations de sauvetage», qui s'étendent désormais au monde de la finance. Nous nous sommes habitués à voir le gouvernement décider quelles grandes sociétés devaient être sauvées de la faillite au cours des années, qu'il s'agisse de Dome Petroleum ou Domtar. La tradition se maintient aujourd'hui—certaines entreprises sont sauvées et d'autres sont abandonnées à elles-mêmes. Cependant, cette tradition s'est étendue au monde de la finance, où certaines sociétés de fiducie sont sauvées de la faillite et d'autres non. Lorsqu'une banque de l'Ouest s'est trouvée en difficulté, le gouvernement a fait encore une fois appel aux contribuables canadiens pour sauver, grâce à leurs deniers durement gagnés, une banque qui avait manifestement pris des décisions peu judicieuses en matière de prêts.

Je veux conclure ici pour que nous puissions renvoyer cette question au comité. Des députés de tous les partis ont des questions pertinentes à poser. Je me contenterai de dire que j'espère que le ministre des Finances (M. Wilson) a bien reçu le message. Dans la proposition visant à fusionner les services de l'Inspecteur général des banques avec ceux du Surintendant des assurances, le gouvernement, dans sa manie de sabrer, devra veiller à ce que les fonctionnaires chargés de contrôler les institutions financières à charte fédérale aient les pouvoirs et le personnel voulus pour mener à bien la tâche que les Canadiens attendent d'eux.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, je sais que les trois partis se sont entendus pour faire franchir toutes les étapes à ce projet de loi aujourd'hui. C'est important pour les gens qui ont été durement frappés par ce qui est arrivé à cette société de fiducie. Ils méritent bien l'aide que leur accordent les dispositions du projet de loi.

Je crois utile de souligner qu'il ne s'agit pas d'un accident. Ce n'est pas un cas isolé. En fait, il y a déjà eu un grand nombre d'affaires comparables au Canada. Je mentionnerai simplement quelques-unes des plus récentes. En 1982, il y a eu

l'affaire de District Trust, pour laquelle on a déboursé 44 millions de dollars; en 1983, il y a eu Crown Trust, 300 millions; Greymac Trust, 138 millions; Seaway Trust, près de 300 millions; Seaway Mortgage, 39 millions; Greymac Mortgage, 92 millions; Fidelity Trust, 184 millions; et AMIC Mortgage Investment Corporation, près de 3.5 millions. Nous avons donc affaire à un très grave problème, dont le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux sont conscients au moins depuis 1962, année où la Commission royale sur les banques, présidée par le professeur Porter, a examiné la situation des banques et des sociétés de fiducie. La Commission nous a prévenu que la loi et les règlements comportaient de graves lacunes et que les organismes de réglementation, ou prétendus tels, tant fédéraux que provinciaux, étaient insuffisamment en mesure de régler les problèmes éventuels avant qu'une catastrophe ne se produise.

Dans le cas de Pioneer Trust, les gens ont acheté des certificats de placements garantis en ayant l'impression d'être protégés par la Société d'assurance-dépôts du Canada. La compagnie se servait en effet du sceau de la Société d'assurance-dépôts du Canada sur les documents qu'elle remettait à ses clients. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que ces derniers croyaient être protégés. Le député de Regina-Est (M. de Jong) et le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) ont attiré l'attention de la Chambre sur cette situation à maintes reprises.

J'espère que ceci n'est qu'une première étape modeste en vue de corriger la situation. Nous nous apprêtons à légiférer pour indemniser les victimes de la mauvaise gestion de Pioneer Trust. Toutefois, nous devons nous poser certaines questions. Combien d'autres situations de ce genre allons-nous rencontrer? Quelles sont les lacunes des lois et des règlements fédéraux et provinciaux? Pourquoi les fonctionnaires qui sont censés examiner ces questions n'obtiennent-ils pas de meilleurs résultats? Sont-ils négligents? Ne disposent-ils pas de pouvoirs suffisants, notamment sur le plan juridique, ou manquent-ils tout simplement de personnel?

Je crois que l'Inspecteur général avait seulement sept collaborateurs. Comment pourrions-nous critiquer l'Inspecteur général, même si nous avions les lois et les règlements voulus, ce qui n'est pas le cas? Comment pourrions-nous nous attendre à ce que l'Inspecteur général réussisse à protéger les Canadiens avec seulement sept employés?

Un de mes collègues libéraux de l'Ontario a déclaré tout à l'heure qu'une partie du problème tient au partage des responsabilités. Bien entendu, cela pose un problème. Cependant, si l'on demande à la Société d'assurance-dépôts du Canada de compenser les pertes, comme on le fait, il me semble que, par l'intermédiaire de la Société d'assurance-dépôts du Canada, le gouvernement du Canada devrait pouvoir dire facilement aux provinces qui accordent des chartes à des sociétés de fiducie qu'il n'offrira aucune garantie dans le cas de ces dernières. Il ne devrait pas être difficile pour le gouvernement du Canada d'annoncer qu'il ne compensera pas les pertes si les provinces n'adoptent pas une loi donnant aux organismes provinciaux chargés de surveiller ces institutions le pouvoir et le personnel nécessaires pour s'acquitter de leur tâche. S'il faut s'attendre à de nouvelles faillites en Ontario ou dans d'autres provinces, le gouvernement fédéral et la Société d'assurance-dépôts du